

de discussions de nature politique, et on ne jugeait pas bon de faire intervenir cette approbation formelle avant le moment où ce risque disparaîtrait. C'est pourquoi, le 26 avril, le ministre de la Défense nationale de l'époque a autorisé l'envoi aux États-Unis d'une dépêche disant que, même si la possibilité d'un changement quelconque devrait être écartée, une décision ne saurait intervenir avant le 15 juin.

Je crois que mon honorable ami a pu oublier ces faits...

**Des voix:** Non, non!

**Le très hon. M. Diefenbaker:** ... car ils concernent beaucoup les dispositions qui ont été prises.

**L'hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, étant donné l'importance de la question et vu les faits ou les détails consignés par le premier ministre dans la déclaration qu'il vient de faire on me permettra peut-être d'ajouter un mot.

A mon sens si le premier ministre cherche un peu plus dans le compte rendu des délibérations du comité de défense du cabinet et du cabinet lui-même il verra que même si toutes ces questions dont il a parlé ont été examinées,—et aussi, je crois, approuvées par les hauts fonctionnaires du ministère de la Défense nationale et peut-être par le ministre de la Défense nationale,—bien que je n'aie pas tous les détails devant moi, ce n'est pas comme si elles avaient été approuvées ou même examinées par le comité de défense du cabinet ou par le cabinet lui-même. Si le premier ministre veut bien parcourir les archives du cabinet, il constatera que cette question, qui a été si vite approuvée après les élections par le gouvernement du très honorable député, n'avait pas du tout été examinée par le comité de défense du cabinet ni par le cabinet même et que, par suite, on n'a pu prendre aucune décision à son sujet.

DEMANDE VISANT LA RÉDUCTION DES DÉPENSES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. R. Argue (Assiniboia):** Ma question s'adresse au premier ministre. Est-il au courant de la présumée déclaration du lieutenant-général Simonds que si les 300 millions de dollars qu'on a gaspillés pour cette faillite qu'est le CF-105 avaient été utilisés pour accumuler du blé canadien en Europe, ç'aurait été de l'argent beaucoup mieux utilisé? Le premier ministre a-t-il songé à réduire de façon importante nos dépenses militaires courantes, afin d'utiliser l'argent ainsi épargné à accumuler du blé canadien en Europe ou encore à aider économiquement les nations libres?

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre):** Je n'ai pas lu le compte rendu du discours du lieutenant-général Simonds, ni les opinions qu'on lui attribue. Après tout, c'est une question d'opinion. S'il a effectivement prononcé les paroles que lui prête mon honorable ami, il faudrait en peser toute la signification avant de pouvoir répondre à la question.

**M. Argue:** Je me demande si le premier ministre pourrait répondre à cette partie de ma question où je lui demandais s'il avait songé à comprimer le budget militaire actuel et à faire servir les crédits ainsi dégagés à des fins de secours économiques, en vue de stocker du blé, par exemple?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Les honorables députés conviendront, je pense, que, si on a répondu à leur question, qu'ils jugent ou non la réponse satisfaisante, ils ne doivent pas pousser plus loin en répétant la même question. En effet, les honorables députés n'ont pas le droit d'exiger une réponse.

**M. Argue:** Monsieur l'Orateur, je vous signale que je ne faisais que répéter au ministre une question à laquelle, selon moi, on n'a pas donné de réponse. Si le ministre juge qu'il a répondu, je n'insiste pas.

**M. l'Orateur:** J'avais compris que l'honorable député répétait une partie de sa question. Je rappelais que ce n'était pas là une façon de faire régulière. Je prie donc l'honorable député de ne pas insister.

## LES NATIONS UNIES

LA FAO—DÉCLARATION PORTANT SUR LE BLÉ,  
FAITE PAR UN REPRÉSENTANT DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Gardiner (Melville):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Commerce ou au ministre de l'Agriculture. Le gouvernement a-t-il quelque rapport ou observation à faire au sujet de ce que M. Charles Hoeven, représentant des États-Unis, aurait déclaré à la FAO, c'est-à-dire que les États-Unis ont l'intention d'accroître leurs dépenses au titre de leur programme visant à offrir leurs denrées alimentaires, y compris le blé, à des conditions faciles dans tous les pays du monde?

**L'hon. Douglas S. Harkness (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas vu cette nouvelle et, partant, je ne suis pas en mesure de dire ce que j'en pense.